



Toulon, 21 janvier 2021

Le 4 février, toutes et tous en grève !

La période actuelle est marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Celles-ci sont aggravées par des décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail et la jeunesse.

Nos organisations se mobilisent pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité. Dorénavant et déjà des mobilisations professionnelles sont prévues dans le secteur de la santé le 21 janvier, de l'éducation nationale le 26 janvier, de l'énergie le 28 janvier.

Dans ce contexte, et ce n'est pas anodin, les attaques liberticides du gouvernement se multiplient. Nos organisations continuent de les combattre en demandant le retrait du projet de loi dite de « sécurité globale » et les 3 décrets publiés fin décembre 2020 permettant un fichage généralisé de la population.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Par contre, les gagnants sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt. Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

C'est le chemin inverse que prend ce gouvernement :

- Rien pour les petits salaires, avec une revalorisation ridicule du SMIC en dessous d'1% pour 2021. Ce qui fera passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 €.
- Rien non plus pour les 1ers de corvée, exposés depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.
- Rien pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé. Rien pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés. Rien pour les personnels de l'éducation nationale alors que le simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation déserté par une majorité d'organisations syndicales est au point mort.

Les jeunes s'inquiètent pour leur emploi et leur taux de chômage a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte. Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail.

C'est pourquoi, les organisations CGT, FSU et Solidaires du Var dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, appellent à la grève le 4 février 2021.

Rassemblements devant les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie :

- **11h30 à Toulon (246 bd Maréchal Leclerc)**
- **11h30 à Draguignan (247 rue Jean Aicard)**